

Des Marches européennes porteuses d'espoir Du 7 octobre en France au 17 octobre à Bruxelles

Des Marches, à l'initiative de plusieurs mouvements sociaux d'Espagne, d'Italie, d'Allemagne, de Grèce, de France, vont sillonner les routes de France et se rejoindre à Bruxelles pour manifester leur opposition au diktat libéral européen dont nos gouvernements sont complices.

Nous marchons ensemble pour dire non à l'austérité, à la pauvreté, aux accords de libre échange comme le TAFTA, au racisme, à la corruption et exiger l'égalité, des droits économiques et sociaux fondés sur une solidarité sans frontières.

La démocratie et l'égalité n'ont pas de frontières !

Nous en avons assez de ces politiques européennes libérales au profit des intérêts financiers et des multinationales, qui creusent toujours plus les inégalités sociales, appauvrissent les peuples et font le lit des forces d'extrême droite et réactionnaires. Nous refusons de laisser la loi de la finance provoquer des crises à répétition et détruire nos vies. Nous refusons de payer une dette que ces mêmes puissances d'argent ont générée.

Nous ne supportons plus le déni de démocratie des élites européennes comme celles de nos propres pays qui détruisent les droits sociaux, les services publics, se soumettent à la loi du marché qui ne produit que du chômage, de la précarité et font obstacle à la transition écologique.

Nous n'acceptons pas que le fruit des richesses produites par les travailleurs-euses en France et ailleurs, soit confisqué par une minorité de privilégiés et planqué dans les paradis fiscaux.

Nous combattons toute idée d'Europe forteresse comme celle du repli nationaliste. Ce sont deux logiques d'exclusion. La solidarité et la coopération entre les peuples fondées sur l'accueil, le partage des richesses et la lutte pour la démocratie, sont les seules réponses porteuses d'émancipation pour toutes et tous.

Les Marches européennes arriveront le 7 octobre à Toulouse, passeront par Marseille, Grenoble, Paris, Calais, Metz. A Bruxelles, du 15 au 17 octobre des actions lors du sommet européen seront organisées et une manifestation européenne aura lieu le 17 octobre.

**L'union syndicale Solidaires appelle toutes les forces sociales
à rejoindre ces mobilisations.**



Vos droits, vos luttes, votre syndicat www.solidaires.org

International trade union network of solidarity and struggle
Réseau syndical international de solidarité et de luttes
Rede Sindical Internacional de solidariedade e de lutas
Red sindical internacional de solidaridad y de luchas
Rete sindacale internazionale di solidarietà e di lotta

www.laboursolidarity.org

Appel international
d'organisations syndicales
d'Afrique, d'Amériques, d'Asie et
d'Europe

Octobre 2015 : semaine de mobilisations et de luttes internationales

Contre les plans d'austérité et les coupes budgétaires, pour la défense des droits des travailleurs et des travailleuses. Nous ne paierons pas la crise !

La crise du système capitaliste a des conséquences dans le monde entier

Les crises économiques, financières, écologiques et sociales s'entremêlent et s'autoalimentent. **Pour sauver les profits des actionnaires et des patrons, pour assurer l'avenir des banques, les institutions mondiales (Banque mondiale, Fonds monétaire international, Organisation mondiale du commerce, etc.), les gouvernements et le patronat s'attaquent de plus en plus fortement aux droits des travailleurs et des travailleuses.**

Le système économique et politique actuel organise le pillage de nombreux pays, oblige des millions de personnes à quitter leur région d'origine pour survivre et nie ensuite tous leurs droits sous prétexte qu'ils et elles sont immigré-es. Destruction des services publics, remise en cause de tous les droits sociaux, attaques envers les droits syndicaux, libertés syndicales bafouées, développement de la précarité et du chômage pour faire pression sur les populations ... Ce sont les mêmes méthodes qui sont utilisées dans tous les pays !

Les attaques contre les salaires, les conditions de travail, les assurances sociales, le service public et les libertés démocratiques font partie d'un projet stratégique du capitalisme destiné à changer durablement et fondamentalement le rapport de force entre classe dominante d'une part, salarié-es et classes populaires d'autre part.

Notre syndicalisme allie la défense des intérêts immédiats des travailleurs et travailleuses, et la volonté de changement social profond.

Nous appelons les collectifs syndicaux à nous rejoindre pour construire cette unité d'action syndicale !

Nous décidons de renforcer, élargir, rendre plus efficace, un réseau du syndicalisme offensif, de luttes, démocratique, autonome, indépendant des patrons et gouvernements, luttant contre toutes formes d'oppression (machisme, racisme, homophobie, xénophobie), écologiste et internationaliste

□ Nous agissons, dans la durée, pour la **solidarité internationale**, et notamment contre toute répression antisyndicale. Notre combat se mène contre toutes les oppressions, notamment celles envers les femmes, la population noire, les migrant-es et les LGTB (Lesbiennes, Gays, Transsexuel-les, Bisexuel-les).

□ Nous interviendrons de manière unitaire et coordonnée pour **appuyer des luttes et des campagnes internationales**, en réaffirmant le droit à l'autodétermination de tous les peuples.

□ **Nous renforçons et étendons le travail international mené dans les secteurs professionnels** (transport, éducation, centres d'appels, industrie, commerce, santé, etc.) **et sur des questions interprofessionnelles** (droit des femmes, des noir-es, des LGTB, migration, logement, écologie, santé et travail, etc.)

□ Nous poursuivons le **travail de réflexion et d'élaboration sur les questions de crise du système capitaliste et d'alternatives** à celui-ci.

□ Pour être plus efficace, nous organisons la **coordination des organisations membres du Réseau à l'échelle des régions du monde** : Amérique du sud, Europe, Afrique,...

Nous organisons une semaine de mobilisations et de luttes internationales, durant la deuxième semaine d'octobre 2015 « contre les plans d'austérité et les coupes budgétaires, pour la défense des droits des travailleurs et des travailleuses. Nous ne paierons pas la crise ! ».